

ASSEMBLÉE PUBLIQUE  
DE CONSULTATION

RCA 40-51



4 juillet 2023

- 1. MISE EN CONTEXTE**
- 2. PRÉSENTATION DE LA MODIFICATION**
- 3. PROCESSUS D'ADOPTION**
- 4. PÉRIODE DE QUESTIONS**

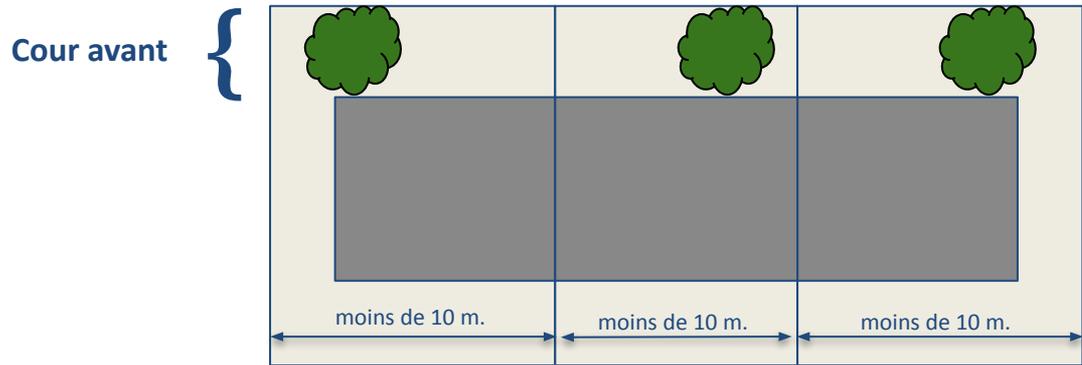
**L'arrondissement d'Anjou souhaite modifier la réglementation afin :**

- d'apporter des modifications aux dispositions concernant la plantation et l'abattage d'arbres, ainsi qu'aux sanctions relatives à l'abattage d'arbres.
- d'inclure les usages de la famille « équipement collectif et institutionnel » dans une disposition visant à fournir un minimum de pourcentage de surface végétale.

**Cette modification vise :**

- le Règlement concernant le zonage (RCA 40).

Modifications	Commentaires
<p><b>190.</b> Pour toute nouvelle construction ou agrandissement d'un bâtiment, et lors d'une rénovation de la façade principale d'un bâtiment occupé par un usage de la famille « commerce » ou « industrie » impliquant le remplacement des revêtements extérieurs de finition sur au moins 50 % de la façade, un arbre par 10 mètres de ligne avant doit être planté en cour avant, lorsque ce ratio n'est pas déjà atteint. Cette plantation doit être réalisée dans les 12 mois suivant la date de la délivrance du permis de construction.</p> <p><b><u>Dans les cas mentionnés au premier alinéa et lorsque la ligne avant est de moins de 10 mètres, un minimum d'un arbre doit être planté en cour avant, lorsque ce ratio n'est pas déjà atteint.</u></b></p> <p><b><u>Le premier alinéa ne s'applique pas à un bâtiment situé dans la zone C-303 qui est occupé par un usage commercial et dont la façade principale donne sur la rue Chaumont.</u></b></p> <p><b><u>Malgré le premier alinéa, lorsque la cour avant ne permet pas la plantation d'un arbre conformément à l'article 186, l'arbre peut être planté dans une autre cour.</u></b></p>	<p><b><u>Exiger un arbre lorsqu'il y a moins de 10 mètres de ligne avant</u></b>                      Dans les cas mentionnés dans le présent article, il est souhaité d'exiger un minimum d'un arbre en cour avant dans les cas où la ligne avant fait moins de 10 mètres.</p> <p><b><u>Assouplissement pour certains cas</u></b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Exempter les bâtiments commerciaux donnant sur l'avenue Chaumont, puisque les cours avant sont pavés et les autres cours ne permettent pas la plantation d'arbre. Par contre, des arbres sont plantés sur le domaine public.</li> <li>2. Permettre la plantation à un autre endroit sur le terrain lorsqu'on est dans l'impossibilité de répondre à l'article 190 tout en respectant l'article 186.</li> </ol>



**Moins de 10 mètres de ligne avant = 1 arbre en cour avant (ou autre cours si non-conformité aux distances minimales)**

Modifications	Commentaires
<p><b><u>191.1. Sous réserve de l'article 193, il est interdit d'abattre un arbre lorsque son tronc est d'un diamètre de 5 cm et plus mesuré à 1,4 m du sol ou d'un diamètre de 15 cm et plus mesuré à un maximum de 5 cm du sol.</u></b></p>	<p><b>Proposition de séparer les intentions à l'article 193</b> Distinguer via deux articles différents, l'interdiction d'abattre un arbre et la permission d'abattre un arbre sous certaines conditions.</p> <p><b>Ajout d'une mesure pour l'arbre</b> Réintégrer un élément de l'article 192 qui a été abrogé via le RCA 40-43 : « (...) ou un diamètre d'au moins 15 centimètres à un maximum de 15 centimètres du sol. »</p> <p>Explication : Remédier à une problématique lors de la prise de photos dans les cas où l'arbre a été abattu sans certificat d'autorisation. Effectivement, il est difficile, voir impossible, de démontrer sur photo que l'arbre a un diamètre de 5 cm ou plus à une hauteur de 1,4 mètre du sol, spécifiquement quand cet arbre a été abattu sans certificat. C'est pour cette raison que l'on propose de réinsérer la disposition qui vient ajouter une deuxième définition pour qualifier l'arbre en vertu de la réglementation. De plus, il est proposé de diminuer à 5 cm la mesure depuis le sol comparativement à 15 cm (norme antérieure).</p>



## Modifications

~~193. Il est interdit d'abattre un arbre ayant un diamètre de 5 centimètres ou plus, mesuré à une hauteur de 1,4 mètre du sol, sans l'obtention d'un certificat d'abattage. Un certificat d'abattage n'est délivré que dans l'une ou l'autre des situations suivantes : Sous réserve de l'article 191.1, un arbre peut être abattu dans les cas suivants :~~

- 1° l'arbre est mort ou dans un état de dépérissement irréversible;
  - 2° l'arbre est situé dans l'aire d'implantation ou à moins de 3 mètres de l'aire d'implantation d'un bâtiment principal ou d'un mur de soutènement projeté. Toutefois, un arbre situé entre 3 et 5 mètres de l'aire d'implantation peut être abattu à la condition d'être remplacé;
  - 3° l'arbre est situé dans l'aire d'implantation d'une piscine, telle que définie au Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles, (RLRQ, c. S-3.1.02, r 1), sauf d'une piscine démontable, telles que définies à ce règlement ou d'un spa ou, en cour avant, dans l'aire d'implantation d'un stationnement ou d'une voie d'accès à un bâtiment, seulement si aucun autre espace n'est disponible ailleurs sur le terrain pour de tels aménagements;
  - 4° l'arbre doit, sur la base de l'étude d'un expert en arboriculture, être abattu en raison d'une situation irréversible causée par la maladie, d'une déficience structurale affectant sa solidité ou des dommages sérieux qu'il cause à un bien. Ne constituent pas un dommage sérieux les inconvénients normaux liés à la présence d'un arbre, notamment la chute de ramilles, de feuilles, de fleurs ou de fruits, la présence de racines à la surface du sol, la présence d'insectes ou d'animaux, l'ombre, les mauvaises odeurs, l'exsudat de sève ou de miellat ou la libération de pollen;
  - 5° l'arbre doit être abattu en raison du risque qu'il propage une maladie ou une espèce exotique envahissante et dans ce cas, il doit être remplacé;
  - 6° l'arbre doit être coupé afin d'aménager, dans la rive d'un plan d'eau, une ouverture de 5 mètres de largeur donnant accès à celui-ci, lorsque la pente de la rive est inférieure à 30 %.
- (...)

## Commentaires

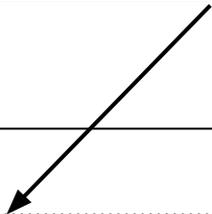
### Proposition de séparer les intentions à l'article 193

Distinguer via deux articles différents, l'interdiction d'abattre un arbre et la permission d'abattre un arbre sous certaines conditions.

### Sanction lors d'abattage illégale d'arbre

Reformulation afin que la sanction pénale prévue à l'article 310.1 du Règlement concernant le zonage (RCA 40) lors de l'abattage illégal d'un arbre s'applique pour une situation non énumérée à l'article 193 et non pour une infraction relative au défaut d'obtention du certificat d'autorisation.

Modifications	Commentaires
<p><b>195.</b> Tout arbre abattu <del>en vertu de l'article 193</del> doit être remplacé, si le terrain permet de respecter les conditions de l'article 186. Un arbre abattu en cour avant doit être planté dans la même cour si les normes de l'article 186 sont respectées.</p> <p><u>Malgré le premier alinéa, lorsque la cour avant ne permet pas la plantation d'un arbre conformément à l'article 186, l'arbre peut être planté dans une autre cour.</u></p>	<p><b><u>Élargir la portée de la disposition</u></b> Exiger que tout arbre abattu, même illégalement, soit remplacé, et non uniquement un arbre abattu dans les situations énoncées à l'article 193.</p> <p><b><u>Assouplissement</u></b> Permettre la plantation à un autre endroit sur le terrain lorsqu'on est dans l'impossibilité de répondre à l'article 190 tout en respectant l'article 186.</p>



**186.** Une plantation d'arbre doit respecter les :

- 1° un arbre doit être situé à plus de 1,50 mètre d'une borne-fontaine;
- 2° un arbre doit être situé à plus de 1 mètre de tout trottoir public;
- 3° Abrogé;
- 4° les arbres ne doivent pas être plantés dans le triangle de visibilité, conformément à l'article 99. Les branches d'arbre ne doivent pas, lorsqu'elles empiètent dans le triangle de visibilité, être à moins de 2 mètres du sol.
- 5° un arbre doit être situé à plus de 5 mètres d'un autre arbre;
- 6° un arbre doit être situé à plus de 1 mètre d'une ligne latérale ou arrière;
- 7° un arbre doit être situé à plus de 3 mètres des murs de fondation d'un bâtiment principal.

Modifications	Commentaires
<p><b>201.1.</b> Un minimum de 10 % de la superficie totale du terrain d'un bâtiment occupé, en tout ou en partie, par un usage de la famille commerce, <del>ou</del> industrie <u>ou équipement collectif et institutionnel</u> doit être recouvert d'une surface végétale. Cette proportion peut être réduite à 5 % et inclure une surface végétale sur le toit, dans l'un ou l'autre des cas suivants :</p> <p>1° un bâtiment d'implantation contigüe dont les deux murs latéraux sont mitoyens;</p> <p>2° un bâtiment dont le taux d'implantation au sol est supérieur à 65 %.</p>	<p><b><u>Ajouter les usages de la famille <i>équipement collectif et institutionnel</i></u></b> pour l'application de cet article. Ainsi, toutes les catégories comprises dans cette famille devront dorénavant fournir un minimum de pourcentage de 10% de surface végétale.</p>



= 10 % minimum



- Commerce
- Industrie
- + Équipement collectif et institutionnel

## Modifications

## Commentaires

~~310. Nonobstant l'article 309, quiconque contrevient à l'article 192 du présent règlement ou autorise des travaux en contravention à cet article commet une infraction et est passible :~~

~~1° pour une première infraction, d'une amende de 500 \$ à laquelle s'ajoute un montant de 100 \$ à 200 \$ par arbre visé, jusqu'à concurrence de 5 000 \$ ;  
2° pour une première récidive, d'une amende de 1 000 \$ à laquelle s'ajoute un montant de 200 \$ à 400 \$ par arbre visé jusqu'à concurrence de 10 000 \$.~~

310.1 Malgré l'article 309, l'abattage d'un arbre fait en contravention à l'article 191.1 ou à l'article 193 est sanctionné d'une amende d'un montant minimal de 500 \$ auquel s'ajoute :

1° dans le cas d'un abattage sur une superficie inférieure à un hectare, un montant minimal de 100 \$ et maximal de 200 \$ par arbre abattu illégalement, jusqu'à concurrence de 5 000 \$ ;

2° dans le cas d'un abattage sur une superficie d'un hectare ou plus, une amende d'un montant minimal de 5 000 \$ et maximal de 15 000 \$ par hectare complet déboisé auquel s'ajoute, pour chaque fraction d'hectare déboisée, un montant déterminé conformément au paragraphe 1°.

Les montants prévus au premier alinéa sont doublés en cas de récidive.

### **Correction suite à l'abrogation de l'article 192**

L'article 192 a été précédemment abrogé. En référant à l'article 193, la sanction s'appliquera pour un abattage d'arbre non énuméré à l'article 193.

### **Conformité à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU)**

Modification des dispositions relatives aux montants des amendes afin de reprendre intégralement le texte de l'article 233.1 de la LAU. Cet article de loi vient fixer la sanction pour l'abattage d'arbre fait en contravention d'une disposition du règlement de zonage en la matière.

**233.1.** L'abattage d'arbre fait en contravention d'une disposition réglementaire adoptée en vertu de l'article 79.3 ou de l'un des paragraphes 12° et 12.1° du deuxième alinéa de l'article 113 est sanctionné par une amende d'un montant minimal de 500 \$ auquel s'ajoute :

1° dans le cas d'un abattage sur une superficie inférieure à un hectare, un montant minimal de 100 \$ et maximal de 200 \$ par arbre abattu illégalement, jusqu'à concurrence de 5 000 \$ ;

2° dans le cas d'un abattage sur une superficie d'un hectare ou plus, une amende d'un montant minimal de 5 000 \$ et maximal de 15 000 \$ par hectare complet déboisé auquel s'ajoute, pour chaque fraction d'hectare déboisée, un montant déterminé conformément au paragraphe 1°.

Les montants prévus au premier alinéa sont doublés en cas de récidive.

**Extrait de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU)**

## ÉCHÉANCIER D'APPROBATION

ÉTAPES	DATE
Adoption du 1er projet de règlement (CA)	6 juin 2023
Publication d'un avis public	16 juin 2023
<b>Consultation publique</b>	<b>4 juillet 2023</b>
Adoption du règlement (CA)*	4 juillet 2023*
Entrée en vigueur à la date de l'émission du certificat de conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.	

\* Aucune disposition n'est susceptible d'approbation référendaire (LAU a.123)

# Questions?

**Direction de l'aménagement urbain  
et des services aux entreprises**

**4 juillet 2023**